

Baromètre de la confiance politique - vague 8



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

Démocratie furtive ou démocratie enchantée ? Les aspirations des Français à la prise de parole politique. Bruno Cautrès

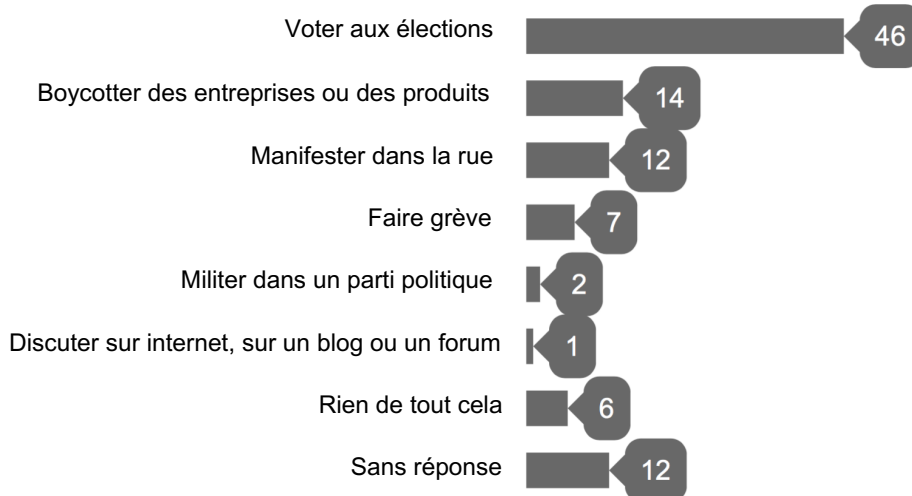
Il y a un an, la vague 7 du Baromètre avait permis d'introduire de nouveaux indicateurs sur le rapport des citoyens à la démocratie dans trois dimensions : la représentation, la participation et la délibération. Nous posons alors la question de savoir si l'insatisfaction démocratique cachait une demande de participation directe, de débats politiques, voire de délibération ou si, au contraire, elle révélait une attitude critique voire désabusée de citoyens se tenant à distance d'un jeu politique laissé aux hommes politiques ou aux experts. Avec la vague 8 du Baromètre, et à la veille de l'élection présidentielle, constate-t-on une « démocratie enchantée » ou une « démocratie furtive » ?

I/ Les Français veulent-ils vraiment plus de délibération et de participation ?

Il faut tout d'abord noter que la démocratie d'élection est toujours soutenue : 46% des personnes interrogées indiquent que voter aux élections constitue leur mode d'expression publique préféré. Néanmoins, notons qu'arrive ensuite le boycott des entreprises ou des produits (14%), puis la manifestation dans la rue (12%). La dimension protestataire est forte puisque 58% des personnes interrogées indiquent également être prêtes, en ce moment, à manifester pour défendre leurs idées.

Derrière la défiance et le potentiel protestataire, un « désir de démocratie directe » et de prise de parole se manifeste-t-il ? Plusieurs éléments semblent aller dans ce sens : 69% des répondants pensent que « le gouvernement devrait changer ses projets politiques en fonction de ce que la plupart des gens pensent » ; 79% sont d'accord avec l'idée qu'il « faudrait que les responsables politiques de camps opposés parviennent à s'entendre pour trouver des solutions aux problèmes du pays » ; 73% des personnes interrogées se montrent favorables au recours au référendum pour décider « sur les questions importantes ».

Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? En premier (%)



Dans la vague 8 du Baromètre, nous avons introduit de nouveaux indicateurs de soutien à un lien plus direct entre le peuple et le pouvoir : 52% pensent que « c'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes » ; 48% estiment que « la démocratie fonctionnerait mieux en France si les députés étaient en fait des citoyens tirés au sort ». Près de la moitié des Français interrogés pensent donc que la décision politique ou le mandat de député pourraient être exercés par le citoyen « en direct », sans passer par les habituels voies de la démocratie représentative que sont la délégation et l'élection.

Nos données semblent donc montrer, comme l'an dernier, des signes importants d'une demande de participation directe et de prise en compte par les hommes politiques du point de vue des citoyens.

Les opinions vis-à-vis du lien entre le peuple et le pouvoir (%)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord, ni pas d'accord	Pas vraiment d'accord	Pas du tout d'accord	Sans réponse
La plupart des responsables politiques ne se soucient que des riches et des puissants	28	39	17	8	6	2
C'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes	19	33	26	15	5	2
La démocratie fonctionnerait mieux en France si les députés étaient en fait des citoyens tirés au sort	17	31	24	17	5	6

II/ Démocratie furtive ou démocratie enchantée ?

Nous avons déjà mis en perspective ces résultats avec une thèse proposée et testée dans d'autres pays, celle de la « démocratie furtive ». Selon cette thèse, plutôt que demandeurs de participation et de délibération, les citoyens préféreraient en fait se mettre en retrait des affaires publiques. Le modèle de la « démocratie furtive », proposé par John Hibbing et Elisabeth Theiss-Morse (2002), est bien résumé par Pierre Rosanvallon dans son ouvrage, "Le bon gouvernement", en ces termes : « les citoyens ne rêvent pas de démocratie directe au sens le plus technique du terme même s'ils désirent que des référendums puissent être parfois organisés sur des questions particulières. Ce qu'ils veulent, ce sont des gouvernants qui fassent leur travail avec compétence et dévouement, qui aient le souci prioritaire de servir l'intérêt général et pas leur carrière. Ils acceptent la division du travail entre gouvernés et gouvernants mais attendent que ces conditions soient remplies et sont exigeants en la matière » (p.213). Ce modèle dépeint donc une citoyenneté électorale « intermittente » avec une population qui se caractérise par une forme d'apathie naturelle pour les affaires publiques, par une aversion pour les débats politiques et par une préférence pour la recherche du compromis politique à l'issue de ces débats. Les citoyens n'aspireraient à prendre leur part dans la conduite des affaires publiques et à s'engager qu'en cas de défaillance grave du système en soutenant par exemple la consultation du peuple par référendum. La participation, le jour des élections ou des référendums, aurait un caractère « furtif » comme si les citoyens émettaient ce jour-là un signal suffisamment visible pour exercer une forme minimaliste de contrôle démocratique.

Les opinions vis-à-vis de la démocratie furtive (%)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord, ni pas d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne sait pas
Les hommes politiques élus aideraient davantage le pays s'ils cessaient de parler et s'ils prenaient simplement des mesures sur les problèmes importants	26	51	16	5	1	1
En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes	11	35	32	17	3	2
Notre gouvernement fonctionnerait mieux si les décisions étaient prises par à des chefs d'entreprises qui ont réussi	4	22	32	24	17	1
Notre gouvernement fonctionnerait mieux si les décisions étaient prises par des experts non-élus et indépendants plutôt que par des hommes politiques ou par des citoyens	9	32	32	17	9	1

Comme nous l'avons déjà analysé l'an dernier, plusieurs éléments viennent donc nuancer l'interprétation de la demande de plus de démocratie directe. L'aversion vis-à-vis d'un personnel politique parlant mais n'agissant pas s'exprime toujours très fortement (77% d'accord). L'idée d'un gouvernement où les décisions seraient prises par des experts non-élus et indépendants est majoritairement partagée de manière relative : 41% sont d'accord tandis que 32% ne sont ni d'accord ni pas d'accord avec cette idée. Le gouvernement des chefs d'entreprise qui ont réussi retient nettement moins l'approbation avec seulement 26% d'accord. Enfin, les données montrent que 46% des personnes interrogées rejettent l'idée du compromis politique. En somme, les données montrent que certains éléments d'une « démocratie furtive » sont bien présents dans l'opinion des Français.

Vers un nouveau démocratique ?

Nous avons également testé des indicateurs formulés de manière plus favorable et positive vis-à-vis de la demande de participation ou de délibération afin de confronter la thèse de la « démocratie furtive » avec une thèse alternative récemment proposée (Neblo 2010), celle de la « démocratie enchantée » (sunshine democracy). Les répondants du Baromètre se montrent alors plus « participatifs » et « délibératifs » : 79% se déclarent ainsi d'accord avec l'opinion qu'il est « important que les hommes politiques élus discutent et débattent des choses de manière approfondie avant de faire des changements politiques majeurs ». La démocratie furtive n'exclut donc pas l'aspiration à une vie politique plus délibérante.

Comme John Hibbing et Elisabeth Theiss-Morse ou Pierre Rosanvallon l'ont écrit, l'aspiration profonde des citoyens n'est pas de prendre la place des politiciens mais de voir ceux-ci plus « empathiques » et moins préoccupés par leur carrière politique. Notre démocratie française et notre monde politique peinent à se mettre au diapason de cette aspiration profonde. Si la campagne pour l'élection présidentielle de 2017 montre des signes encourageants de tentatives de renouvellement du style et de la manière avec laquelle les candidats parlent aux électeurs, elle manifeste également que la machine à promesses et la communication surplombante ont encore de beaux jours devant elles.

Références bibliographiques

Monica Ferrin, Hanspeter Kriesi, "How Europeans View and Evaluate Democracy", Oxford, Oxford University Press, 2016.
John R. Hibbing, Elisabeth Theiss-Morse, "Stealth Democracy. Americans' Beliefs About How Government Should Work", Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
Michael A. Neblo, Kevin M. Esterling; Ryan P. Kennedy, David M. J. Lazer, Anand E. Sokhey, "Who Wants To Deliberate - And Why ?", American Political Science Review, 2010, 104, pp. 566-583.
Pierre Rosanvallon, "Le bon gouvernement", Paris, Seuil, 2015.
Virginie Tournay, Mathieu Jacomy, Bruno Cautrès, "La mesure de l'opinion dans la "démocratie furtive" : les indicateurs de confiance dans les choix scientifiques et technologiques", Paris, CEVIPOF, 2016 (Note du Baromètre : <http://goo.gl/bqupdq>)

L'auteur

Bruno Cautrès

bruno.cautres@sciencespo.fr



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



www.cevipof.com



@CEVIPOF



fb.com/ComCevipof/

Edition

Madani Cheurfa

Odile Gaultier-Voituriez